

ISRAËL*

L'économie israélienne devrait éviter la récession, mais l'affaiblissement de la demande externe provoque un ralentissement de la croissance qui devrait durer jusqu'au milieu de 2012. La dégradation des perspectives de production et d'emploi, conjuguée à la baisse des anticipations et des résultats d'inflation, a entraîné un assouplissement de la politique monétaire.

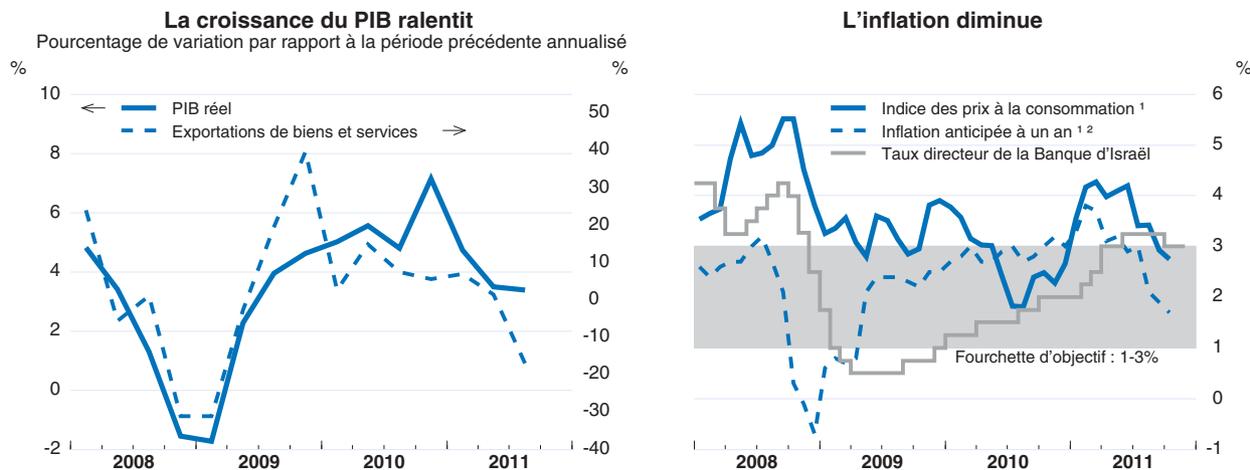
La politique monétaire s'est assouplie

La croissance ralentit désormais, après une période de forte hausse qui avait permis un resserrement significatif de l'écart de production et un taux de chômage historiquement bas. Les exportations ont fortement chuté au troisième trimestre de 2011. L'inflation diminue et le marché du logement se calme un peu. Par ailleurs, il ressort des indicateurs du marché obligataire que les anticipations d'inflation se rapprochent du milieu de la fourchette ciblée pour l'année à venir (hausse de 1 à 3 % des prix à la consommation). Le taux directeur a été réduit à 3 % en octobre. Cette décision a contribué à une dépréciation significative du shekel contre le dollar. La Banque d'Israël n'est pas intervenue sur les marchés des changes depuis juillet.

Mise au point de mesures en réaction aux revendications sociales

La commission nommée à la suite du mouvement de protestation sociale a notamment recommandé une hausse de la fiscalité directe (avec l'annulation des baisses programmées de l'impôt sur les sociétés et des

Israël



1. Variation en glissement annuel.

2. Basée sur la comparaison du rendement des obligations publiques indexées sur l'IPC et non-indexées.

Source : Banque d'Israël; Central bureau of statistics; base de données des perspectives économiques de l'OCDE, n° 90.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932543982>

* Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Israël : Demande, production et prix

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	prix courants milliards de NIS	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	723.6	0.8	4.8	4.7	2.9	3.9
Consommation privée	419.7	1.4	5.3	4.9	1.6	3.6
Consommation publique	177.3	1.8	2.5	1.6	1.7	2.6
Formation brute de capital fixe	133.3	-4.9	13.7	17.2	8.0	7.5
Demande intérieure finale	730.3	0.4	6.1	6.3	2.9	4.2
Variation des stocks ¹	2.7	-0.5	-1.4	0.7	0.3	0.0
Demande intérieure totale	732.9	-0.2	4.7	7.2	3.2	4.2
Exportations de biens et services	291.4	-11.9	13.6	4.8	3.9	7.8
Importations de biens et services	300.8	-14.0	12.8	12.7	5.2	8.3
Exportations nettes ¹	-9.4	1.0	0.6	-2.7	-0.6	-0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.0	1.2	1.6	2.5	1.9
Indice des prix à la consommation	—	3.3	2.7	3.5	2.0	2.1
Déflateur de la consommation privée	—	2.5	2.9	3.9	2.5	2.0
Taux de chômage	—	7.6	6.6	5.6	6.0	5.8
Solde de l'administration publique ^{2,3}	—	-6.4	-5.0	-4.0	-3.8	-3.5
Dette brute des administrations publiques ²	—	79.4	76.0	74.6	73.8	72.4
Balance des opérations courantes ²	—	3.5	3.0	-0.8	-1.4	-1.7

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
 2. En pourcentage du PIB.
 3. A l'exclusion des profits de la Banque d'Israël et des coûts implicites des obligations d'État indexées sur l'IP
- Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932545483>

taux supérieurs d'imposition des revenus) pour financer un allègement de la fiscalité indirecte. Elle recommande aussi un développement significatif de l'enseignement pour la petite enfance, financé par des coupes dans les dépenses de défense. Les autorités ont pris à juste titre l'engagement que le dispositif global soit neutre sur les recettes et respecte le plafond des dépenses budgétaires.

La croissance ralentira nettement en 2012

On prévoit que la croissance de la production fléchisse de 4% pour cent en 2011 à environ 3 % en 2012, à condition que la politique monétaire soit encore assouplie. La projection intègre deux nouvelles baisses du taux directeur qui devraient contribuer à un certain redressement de l'activité au printemps prochain. Une reprise de la normalisation des taux d'intérêt serait appropriée en 2013 car la progression du PIB réel pourrait être proche de 4 % sur l'ensemble de l'année. On s'attend à une légère hausse du chômage au cours des prochains trimestres, tandis que l'inflation mesurée par les prix à la consommation pourrait retomber au milieu de la fourchette ciblée. Le déficit budgétaire devrait être proche de l'objectif en 2011 (avec une réduction de 1.0 point de PIB), mais pourrait bien le dépasser en 2012 (la réduction se limitant à 0.2 point).

**Les tensions géopolitiques
accrues constituent un
risque supplémentaire pour
l'économie**

Le principal aléa de la prévision est un nouvel affaiblissement de la demande extérieure sous l'effet d'une forte détérioration de l'économie mondiale. Les tensions géopolitiques restent fortes et l'approvisionnement en gaz naturel provenant d'Égypte est toujours perturbé. Il y a également un risque que le ralentissement récent du marché du logement entraîne un fort ralentissement.

**Orientations politiques
à suivre en cas de
risques négatifs**

Pour le cas où ces risques de détérioration se matérialiseraient, l'OCDE énonce, dans le cadre de sa Réponse stratégique, les principales politiques macroéconomiques et réformes structurelles dont la mise en œuvre est souhaitable en tout état de cause mais deviendrait essentielle pour renforcer la croissance.

- On devrait laisser les stabilisateurs automatiques opérer sur les recettes, tandis que les dépenses publiques augmenteraient conformément à la règle de dépenses. Le gouvernement devrait apporter un certain appui budgétaire discrétionnaire de façon temporaire, sans pour autant s'écarter de l'objectif budgétaire à moyen terme.
- Le cadre budgétaire est fondamentalement sain. Les autorités ont de bons antécédents en ce qui concerne la réalisation de leurs objectifs. Toutefois, celle-ci pourrait exiger l'adoption de budgets rectificatifs si le niveau de dépenses fixé dans le cadre du cycle budgétaire biennuel en cours devenait incompatible avec l'évolution économique.
- Il existe une marge importante pour de nouvelles réductions du taux directeur. Mais un assouplissement supplémentaire devra peut-être aller de pair avec des mesures macroprudentielles ciblées pour permettre un atterrissage en douceur sur le marché immobilier.
- Les entreprises restent confrontées à de lourdes contraintes administratives ; ainsi, la création d'une entreprise et la construction de locaux nécessitent beaucoup de temps et de démarches. Une accélération des mesures de simplification stimulerait la confiance des entreprises et améliorerait leurs performances sans entraîner de coût budgétaire.
- À la suite du mouvement de protestation sociale, il conviendrait d'appliquer rapidement les mesures proposées pour renforcer la concurrence sur les marchés, en particulier dans la chaîne d'offre des produits énergétiques et d'autres produits de détail. Cela conforterait la confiance des consommateurs et pourrait avoir des effets mesurables à court terme sur les prix.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Corée », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-2-24-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.